

Barrer la route à Hidroituango

Florence Tiffou et Jessica Ramos Gonzalez

Numéro 807, mars-avril 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92926ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tiffou, F. & Ramos Gonzalez, J. (2020). Barrer la route à Hidroituango. *Relations*, (807), 10-11.

BARRER LA ROUTE À HIDROITUANGO

En Colombie, le projet de barrage hydroélectrique Hidroituango, soutenu entre autres par la Caisse de dépôt et placement du Québec, est vivement contesté.

Florence Tiffou et Jessica Ramos Gonzalez

Les auteures sont respectivement porte-parole du Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) et membre du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)



Construction du barrage Hidroituango en avril 2014. Photo : Wikimedia Commons

Du 25 octobre au 27 novembre 2019, une porte-parole du Mouvement Rios Vivos d'Antioquia en Colombie, Isabel Zuleta, était en tournée au Canada. Plus de 25 activités ont été organisées dans plus de sept villes et communautés afin de sensibiliser le public québécois et canadien à la violence que vivent les mouvements sociaux en Colombie, en lien avec les activités extractives et industrielles des pays du Nord. La tournée visait en outre à dénoncer les conséquences écologiques du projet hydroélectrique Hidroituango et à demander aux institutions canadiennes

qui financent ce barrage de retirer leur soutien économique.

Hidroituango est un projet hydroélectrique sur le fleuve Cauca qui a été imposé avec violence à la fin des années 1990. Afin de s'approprier les terrains nécessaires à l'édification du barrage, des populations paysannes ont été violemment déplacées et des massacres perpétrés par des groupes paramilitaires. En 2010, la construction du barrage commençait grâce à un financement octroyé par la Banque interaméricaine de développement via des fonds internationaux, parmi lesquels Exportation et dévelop-

pement Canada et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Toujours en cours malgré d'importants ratés, le projet continue d'être très controversé.

D'abord, le barrage a gravement détérioré les écosystèmes environnants. Des défauts de conception et de construction ont failli entraîner un effondrement et ont mené à l'ouverture forcée des vannes, en 2018, à la suite d'une crue inattendue, détruisant des habitations et provoquant l'évacuation de quelque 30 000 personnes. Le détournement des cours d'eau par le barrage a aussi causé une période de

Premier maire noir à Montgomery

Le 12 novembre dernier, Steven Reed devenait maire de Montgomery, capitale de l'État d'Alabama, aux États-Unis. Voix progressiste forte et acteur social notable, Reed devient ainsi la première personne afro-américaine à assumer ces fonctions dans ce qui fut la première capitale des États confédérés dans les années 1860, le centre névralgique de la traite d'esclaves aux États-Unis, puis l'un des principaux bastions de la ségrégation. Reed a été élu avec 67 % des voix, loin devant son plus proche adversaire, David Woods, un homme d'affaire blanc propriétaire d'une chaîne de télévision locale. L'élection du 57^e maire de Montgomery est un moment d'autant plus historique et porteur d'espoir qu'il advient dans cette ville où Rosa Parks avait été arrêtée pour avoir refusé de laisser sa place à un Blanc dans l'autobus, déclenchant une campagne de boycott qui allait aboutir à l'abolition des lois ségrégationnistes dans les autobus, en novembre 1956.

400^e anniversaire de Marguerite Bourgeoys

Il y a près de 400 ans, le 17 avril 1620, naissait Marguerite Bourgeoys à Troye, en France. Cet anniversaire est une occasion de commémorer la contribution exceptionnelle de la fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame. Tournée vers l'avenir, cette rassembleuse tenace et audacieuse a su répondre aux besoins urgents de la colonie en se consacrant à l'éducation des jeunes filles et des Autochtones. Son désir d'offrir une éducation libératrice accompagne toujours les sœurs de la Congrégation partout où elles vivent. Pour souligner cet anniversaire, un oratorio de chambre, *Marguerite B.*, composé par Maria Jimenez, sera présenté à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours les 17 et 18 avril prochains. Voir : <marguerite-bourgeoys.com>.

Brèche dans la propagande chinoise

Le 16 novembre dernier, le *New York Times* rendait publics les « Xinjiang Papers ». Cet ensemble de documents officiels, produits par Pékin et fournis au journal étasunien par un lanceur d'alerte chinois, fait état du projet concentrationnaire qui se déroule à l'extrême ouest de la République populaire. On y découvre le projet d'acculturation de masse réservé aux Ouïghours et aux autres minorités musulmanes de la région du Xinjiang qui, emprisonnés en grand nombre dans des camps, se font demander de renier leur culture et leur religion pour éviter la séquestration et le travail forcé. Les 403 pages lèvent ainsi le voile sur la planification d'un anéantissement religio-culturel sous couvert de lutte antiterroriste. Cette fuite dans l'appareil de propagande de la Chine de Xi Jinping confirme une réalité officieusement connue qui n'avait jusque-là jamais bénéficié de preuves provenant de sources aussi officielles.



sécheresse ayant mené à la mort de milliers de poissons et au déplacement de la faune. Ces impacts environnementaux ont eu des répercussions directes sur la population qui dépend du fleuve pour ses activités économiques, soit la pêche et l'orpaillage artisanal (appelé *barrequeo*).

La compagnie colombienne qui mène le projet, Empresas Publicas de Medellín (EPM), a par ailleurs privatisé les terrains donnant accès à l'eau, privant les habitantes et les habitants de la région de leur mode de vie traditionnel. Pour ces communautés, le fleuve n'est pas une ressource individuelle ou individualisable. Privatiser ses rives est perçu comme une agression envers la nature et la Terre-Mère. De plus, le fleuve a servi de fosse commune à des victimes de disparition for-

cée pendant le conflit armé des années 1990 – entre 300 et 600 personnes selon les défenseurs des droits humains. Le fleuve a donc une signification très forte pour les communautés actuelles, qui y voient une sorte de sanctuaire.

Les personnes et les groupes qui s'opposent au projet Hidroituango et qui dénoncent activement les violations de droits causées par le barrage sont régulièrement la cible de menaces et victimes d'intimidation. Plusieurs opposantes et opposants ont été emprisonnés injustement et d'autres, assassinés. Au point où certains, comme Isabel Zuleta, doivent vivre sous la protection de l'Unité nationale de protection. Malgré ces violences, les groupes de défense de droits et du territoire continuent de se faire entendre et de dénoncer le projet.

Les collectivités affectées par la construction du complexe demandent le retrait du financement du barrage, que celui-ci soit démantelé de manière sécuritaire et que les victimes des violations commises puissent être compensées. Lors de sa tournée à Montréal, Isabel Zuleta avait demandé une

rencontre avec les représentants de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour exposer ces revendications et demander que l'institution retire son financement. Cette rencontre lui fut d'abord refusée, mais à la suite de plusieurs actions publiques et sorties médiatiques, elle lui a finalement été accordée. Durant celle-ci, la Caisse a nié toute responsabilité quant aux graves atteintes aux droits humains qui sont associées au projet.

Ainsi, malgré les pressions qui se poursuivent et les témoignages de victimes, la Caisse refuse toujours de retirer son financement à Hidroituango. Une pétition de plus de 1000 signataires dénonçant son investissement de 325 millions de dollars dans ce projet a été envoyée à l'Assemblée nationale du Québec. La campagne internationale contre ce projet fondé sur un modèle extractif qui n'est ni écologique, ni socialement responsable suit son cours, démontrant une fois de plus que les intérêts des entreprises extractivistes font fi des modes de vie et des droits humains des peuples paysans, autochtones et afro-colombiens. ©

**JE CHOISIS
UNE FORMATION
ADAPTÉE À
MES BESOINS**



**Inscrivez-vous
à nos nouveaux programmes**

- Certificat en spiritualités chrétiennes
- Microprogramme en éthique théologique
- Microprogramme en pastorale et éthique sociales
- Certificat en études bibliques (entièrement à distance)

ftsr.ulaval.ca

Faculté de théologie
et de sciences religieuses

